

DECISION DU PRESIDENT PRISE PAR DELEGATION DU CONSEIL DE LA COMMUNAUTE DE COMMUNES

Le Président de la communauté de communes de Lacq-Orthez

Vu la délibération du 22 mai 2014 reçue en Préfecture des Pyrénées-Atlantiques le 28 mai 2014 par laquelle le Conseil de la communauté de communes de Lacq-Orthez l'a chargé, par délégation et pour la durée de son mandat, de prendre les décisions prévues à l'article L. 5211-10 du code général des collectivités territoriales, dans les limites des compétences de la communauté de communes,

Vu l'arrêté du Président en date du 24 avril 2014 portant délégation d'une partie de ses attributions,

Considérant la mise en concurrence organisée suivant avis de marché adressé le 16 octobre 2017 et publié au BOAMP et sur le profil acheteur www.eadministration64.fr, pour le Réaménagement de locaux dans le bâtiment de la communauté de communes de Lacq-Orthez,

Considérant les offres enregistrées et les critères de jugement des offres énoncés dans le règlement particulier de la consultation,

Considérant le rapport d'analyse des offres établi le 9 novembre 2017.

DECIDE

<u>Article 1</u>: Les marchés ordinaires à prix globaux et forfaitaires pour relatif au Réaménagement de locaux dans le bâtiment de la communauté de communes de Lacq-Orthez sont attribués comme suit :

- Lot nº1 : Démolitions plâtrerie plafonds menuiserie :
 - Société Eiffage (64000 Pau) dont l'offre est économiquement la plus avantageuse pour un montant de 11 694 € HT;
- Lot n°2 : Peinture sol souple :
 - Société Loisel (64360 Monein) dont l'offre est économiquement la plus avantageuse pour un montant de 2 080 € HT ;
- Lot n°3: Plomberie sanitaire chauffage ventilation:
 - Société Dalkia (64170 Artix) dont l'offre est économiquement la plus avantageuse pour un montant minimum de 3 313,72 € HT ;
- Lot n°4 : étanchéité :
 - Société Béarn Electricité (64360 Monein) dont l'offre est économiquement la plus avantageuse pour un montant de 1 911,70 € HT;

Article 2 : Les dépenses correspondantes seront imputées sur les crédits inscrits au budget.

Article 3 : Il sera rendu compte de la présente décision lors de la prochaine séance du conseil communautaire.

Fait à Mourenx, le 9 novembre 2017

Le Président, Par délégation,

Henri POUSTIS

Acte certifié exécutoire

- Par publication ou notification le 12/12/2017
- Par transmission au Contrôle de Légalité le 12/12/2017